

Réponse à la Question

L'Irak et le Sort des Factions Pro-Iraniennes

(Traduit)

Question:

Asharq Al-Awsat a publié sur son site le 4 août 2026 : « Le gouvernement irakien se trouve confronté à une équation extrêmement délicate, en proie à une paralysie politique et sécuritaire entre les exigences de Washington visant le désarmement des factions et l'influence iranienne profondément enracinée au sein des institutions politiques, sécuritaires et économiques irakiennes. Les Forces de mobilisation populaire (Hachd al-Chaabi) avaient annoncé, le 29/7/2026, qu'au moins 20 de leurs membres avaient été tués et 32 autres blessés lors d'attaques menées par des avions de combat américains et saoudiens contre des quartiers généraux officiels du Hachd dans plusieurs provinces irakiennes. » (Asharq Al-Awsat, 4/8/2026). « Les États-Unis et l'Arabie saoudite avaient lancé une attaque conjointe contre ce qu'ils présentaient comme des sites appartenant à des milices soutenues par l'Iran en Irak. » (Al-Hurra, 31/7/2026). Cela est survenu après le retour du Premier ministre Ali Faleh al-Zaïdi d'une visite officielle aux États-Unis ! Que recouvre tout ce qui précède, en ce moment précis ? L'emprise de l'Amérique sur l'Irak s'est-elle encore resserrée ?

Réponse:

Afin d'éclairer ces questions, examinons ce qui suit:

1- Avec l'occupation américaine de l'Irak de Saddam Hussein, l'Amérique a porté un coup décisif au régime irakien / régime baathiste et à ceux qui se tenaient derrière lui, à savoir l'influence britannique dans l'ensemble de la région. L'influence britannique continua toutefois de prospérer par le truchement de l'Arabie saoudite. L'ancien ministre saoudien des Affaires étrangères, Saoud al-Fayçal, ne mâchait pas ses mots dans sa critique de la politique américaine en Irak, affirmant que les zones occupées par l'Amérique étaient livrées à l'Iran. Mais avec la mort de l'agent britannique, le roi Abdallah, en 2015, et l'accession au pouvoir en Arabie saoudite des agents américains Salman et de son fils Mohammed (MBS), l'Amérique a porté un coup fatal à l'influence britannique dans la région. Il ne resta plus aux Britanniques que les États du Golfe et la Jordanie — tous de petits États dépourvus du pouvoir de s'opposer à l'influence américaine, et incapables ne serait-ce que de la perturber ! L'Amérique devint ainsi la puissance dominante de fait dans la région.

2- La politique américaine, dans sa guerre contre l'Islam sous prétexte de terrorisme, exigeait la division confessionnelle du monde musulman. Conformément à cette politique, l'Iran devint un pôle confessionnel, faisant pendant à l'autre pôle confessionnel qu'est l'Arabie saoudite. Cette politique requérait également l'élargissement du rôle de l'Iran dans la région — un rôle qui comprenait la pénétration de l'Irak et l'édification d'une influence à l'ombre de l'occupation américaine, de même que son influence à travers des groupes confessionnels au Yémen et au Liban, et son prolongement confessionnel en Syrie et ailleurs. L'Amérique demeurait alors dans un besoin pressant de ce rôle iranien.

3- Lorsque prit fin le besoin qu'avait l'Amérique de l'Iran en Syrie, le rôle iranien tel que défini par la politique américaine s'acheva et il fut demandé à Téhéran de se retirer. L'Iran entreprit effectivement de se retirer de Syrie et en évacua aussitôt ses forces. Il ne participa pas à la guerre contre l'entité juive, malgré l'assassinat des dirigeants de son parti au Liban. Il refusa cependant de renoncer à son programme nucléaire. L'entité juive lança alors une guerre contre lui en 2025, et l'Iran se mordit les doigts de n'avoir pas combattu « le jour où l'on mangea le taureau blanc » — c'est-à-dire immédiatement après les événements du 7 octobre 2023 —, s'étant contenté du rôle de son parti au Liban. Ainsi la guerre de 2025, et les rounds qui s'ensuivirent sous la conduite de l'Amérique et de son allié intime, l'entité juive, procédaient-ils d'une politique d'élimination du rôle iranien dans la région. Des groupes irakiens loyaux à Téhéran se mirent à combattre à ses côtés, lançant missiles et drones contre des cibles américaines en Irak et dans certains États du Golfe. C'est alors que l'Amérique s'attacha résolument à éliminer le rôle iranien en Irak, dans le cadre de

la politique de la nouvelle administration Trump visant à réduire l'Irak au rang d'État subordonné et à amoindrir, si possible, son rôle régional. Le moteur des développements politiques actuels en Irak est donc la politique de Trump d'éradication de l'influence iranienne en Irak.

4- L'Amérique, qui occupa l'Irak en 2003 et y instaura un système politique confessionnel conférant à l'Irak une influence considérable, cherche aujourd'hui à mettre un terme à cette situation. Elle veut que les gouvernements irakiens se réorientent en tant qu'État arabe et non confessionnel, ce qui signifie rompre les liens avec l'Irak et normaliser les relations avec les États du Golfe et les autres pays arabes. Tout cela s'inscrit dans un effort plus large destiné à contrer l'influence iranienne en Irak, voire à en supprimer toute présence. Les États-Unis ont imposé des sanctions sur les livraisons de gaz iranien à l'Irak, exhortant Bagdad à rechercher des solutions de remplacement non iraniennes. L'alternative proposée par l'Irak étant le gaz turkmène, lequel devrait transiter par l'Irak, l'Amérique l'a rejetée. Les États-Unis ont également refusé d'autoriser l'Irak à importer de l'électricité d'Irak : [Les États-Unis ont mis fin à la dérogation aux sanctions qui permettait à l'Irak d'acheter de l'électricité à l'Irak voisin, conformément à la politique de « pression maximale » du président Donald Trump à l'égard de Téhéran. (Al Jazeera Net, 9/3/2025)]. Auparavant, les États-Unis avaient aussi frappé de sanctions toute entité irakienne effectuant des transactions en dollars avec l'Irak : [Le Wall Street Journal a rapporté mercredi, citant des responsables américains, que les États-Unis avaient interdit à 14 banques irakiennes d'effectuer des transactions en dollars. Selon le journal, cette interdiction, imposée par le département du Trésor et la Banque fédérale de réserve de New York, s'inscrit dans une campagne plus vaste contre le transfert de devises américaines vers l'Irak. (Al-Quds Al-Arabi, 19/7/2023)].

5- D'autre part, les États-Unis exigent du gouvernement irakien qu'il sévisse contre les groupes pro-iraniens et les écarte du gouvernement : [Des sources ont révélé que les États-Unis avaient menacé de hauts responsables politiques irakiens de sanctions susceptibles d'affecter l'État irakien lui-même, y compris de viser sa plus importante bouée de sauvetage financière — les revenus pétroliers déposés à la Banque fédérale de réserve de New York — au cas où des groupes armés soutenus par l'Irak seraient inclus dans le prochain gouvernement irakien. Selon quatre sources interrogées par Reuters, cet avertissement constitue l'une des manifestations les plus fortes à ce jour de la campagne du président américain Donald Trump visant à réduire l'influence des groupes liés à l'Irak en Irak. (Sky News Arabia, 23/1/2026)]. Dans un geste attestant la soumission du gouvernement irakien aux directives américaines, celui-ci a proclamé sa neutralité dans le conflit en cours avec l'Irak. Cette neutralité signifie qu'il ne prend pas fait et cause pour l'Irak ; c'est bien pourquoi l'armée américaine se sert du territoire irakien pour frapper l'Irak et les groupes irakiens qui lui sont loyaux, et pourquoi elle encourage l'entité juive à y établir des bases militaires, ainsi que l'ont révélé certains journaux : [Après de précédents articles faisant état de l'existence d'une base israélienne sur le sol irakien, un rapport du New York Times a révélé qu'« Israël » avait établi une seconde base militaire secrète dans le désert occidental de l'Irak. (Deutsche Welle, 18/5/2026)].

6- L'Amérique se mit ensuite à s'immiscer ouvertement dans la désignation du chef du gouvernement. Bien que Maliki fût un agent américain loyal et qu'il eût gouverné l'Irak d'une poigne américaine ferme durant l'occupation, l'administration Trump s'opposa ouvertement à sa réélection au poste de Premier ministre. Trump déclara : « La dernière fois que Maliki était au pouvoir, le pays a sombré dans la pauvreté et le chaos total. On ne devrait pas laisser cela se reproduire. En raison de ses politiques et de ses idéologies insensées, s'il est élu, les États-Unis d'Amérique n'aideront plus l'Irak. » (Sky News Arabia, 29/1/2026). [Maliki avait été désigné par le plus grand bloc politique du Parlement irakien pour diriger le gouvernement. (Al Arabiya, 14/2/2026)]. Malgré ses protestations, Maliki, comme d'autres Irakiens, ne put venir à bout de l'insistance de Trump : [En réponse aux menaces du président américain Donald Trump, l'ancien Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a affirmé mercredi son rejet de « l'ingérence américaine flagrante dans les affaires intérieures de l'Irak », y voyant une « violation de la souveraineté de son pays ». En signe de protestation contre les propos de Trump, des centaines de personnes ont manifesté à Bagdad, à proximité de la Zone verte où se trouve l'ambassade des États-Unis. (France 24, 28/1/2026)]. Les déclarations de Trump ont ainsi révélé sans équivoque la véritable nature des rapports de l'Amérique avec les États-agents et ses propres agents. De fait, Maliki fut écarté et, le 27/4/2026, il fut procédé à la nomination d'une figure agréée par l'Amérique : Ali al-Zaïdi. Cela révèle que l'influence iranienne en Irak est extrêmement fragile, au point de ne pas même atteindre le niveau

d'une véritable influence. C'est bien plutôt l'Amérique qui ménagea à l'Iran un espace et lui facilita l'action en Irak afin d'y mettre en œuvre ses propres politiques.

7- Lorsque l'Amérique entreprit de mettre fin à ce rôle, elle commença à exiger du gouvernement irakien qu'il désarme ces groupes et fixe des échéances à cet effet, tout comme elle l'exigeait du Liban à l'égard du parti libano-iranien. Deux groupes irakiens acceptèrent effectivement de déposer les armes : [Début juin, des combattants des Brigades de la paix (Saraya al-Salam), milices fidèles au religieux chiite irakien Moqtada al-Sadr, se sont rassemblés à Samarra pour remettre leurs armes au gouvernement irakien. Ce processus de désarmement a marqué le retrait du groupe des Forces de mobilisation populaire (Hachd al-Chaabi), puissante alliance composée majoritairement de milices chiites et opérant à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'État irakien. Les milliers de combattants des Brigades de la paix furent les premiers à se retirer de cette alliance, et ils ne furent pas les derniers : Assaïb Ahl al-Haq, autre puissante milice, a également annoncé son retrait du Hachd. Plusieurs milices influentes soutenues par l'Iran demeurent fermement attachées à servir les intérêts de Téhéran en Irak et dans la région élargie. Il n'en reste pas moins que la scission du Hachd constitue un coup réel porté à l'Iran. (Independent Arabia, 12/7/2026)]. L'État fixe une échéance pour la remise des armes : [Le Premier ministre irakien Ali al-Zaïdi a déclaré mardi que son pays n'autoriserait plus, après la fin du mois de septembre, aucune entité à porter les armes en dehors du cadre de l'État. Lors de sa rencontre avec le président américain Donald Trump à la Maison-Blanche, al-Zaïdi a souligné que la démarche de son gouvernement reposait sur le monopole des armes par les forces de sécurité officielles. (Sky News Arabia, 14/7/2026)]. Les développements politiques que connaît aujourd'hui l'Irak sont donc liés à la politique américaine d'élimination du rôle et de l'influence dont jouissait naguère l'Iran en Irak. Le succès de l'Amérique en la matière paraît considérable, non seulement sur le plan des pressions militaires et politiques exercées sur l'Irak, mais également sur le plan financier. Les revenus pétroliers irakiens sont virés sur un compte auprès du Trésor américain, de sorte que le gouvernement irakien ne peut verser les salaires de ses fonctionnaires sans l'aval du Trésor des États-Unis!

8- Reste une question : la campagne de dénonciation de la corruption et des corrompus en Irak. Cette campagne ne peut être dirigée que contre ceux qui sont liés à l'Iran en Irak, afin de les en menacer. Bien qu'elle ait touché d'autres personnes, le régime irakien, que l'Amérique édifie pour en faire un modèle de démocratie dans la région, est gangrené par la corruption de haut en bas, ce qui en fait le plus corrompu de tous ces régimes. [Le gouvernement irakien affirme, dans ses dernières déclarations, avoir arrêté à ce jour 21 responsables accusés d'implication dans des affaires de corruption financière et administrative, tandis qu'un certain nombre d'autres personnes recherchées demeurent en fuite... Le Premier ministre irakien Ali al-Zaïdi a confirmé, lors d'une réunion du Conseil des ministres, que le gouvernement poursuivait la lutte contre la corruption et le recouvrement des fonds publics... L'économiste Abdul Rahman al-Mashhadani, dans un entretien accordé à Al Jazeera Net, évalue le coût économique de la corruption financière et politique en Irak à plus de mille milliards de dollars, relevant qu'une large part des fonds détournés a été intégrée à des économies étrangères. (Al Jazeera Net, 3/7/2026)].

9- Ainsi, après que le président irakien eut nommé Ali al-Zaïdi Premier ministre, la liste des exigences américaines comprenait, selon la chaîne Al-Sharq du 10/5/2026, l'adoption de mesures concrètes pour extirper l'influence iranienne du gouvernement irakien et le désarmement des factions armées. Al-Zaïdi entreprit effectivement d'appliquer les demandes américaines : [Les limogeages et les changements considérables opérés par le Premier ministre irakien Ali al-Zaïdi au sein d'institutions sécuritaires et économiques sensibles, après sa rencontre avec l'envoyé américain Tom Barrack et à la veille de sa visite attendue à Washington, ont suscité la controverse quant à savoir si ses « mesures » constituaient un pas vers la réaffirmation de l'autorité de l'État ou une réponse à des pressions visant l'influence des factions proches de l'Iran. (Al Jazeera Net, 19/6/2026)]. Les développements politiques en Irak s'accélérent alors : [La capitale irakienne, Bagdad, a été le théâtre d'une opération de sécurité sans précédent dans la Zone verte, où les forces d'élite irakiennes ont arrêté 47 responsables, dont 12 députés en exercice, pour des accusations de corruption, sur ordre du Premier ministre Ali al-Zaïdi. La campagne a entraîné la destitution du vice-ministre du Pétrole, Ali Maarij, qui faisait l'objet de sanctions américaines. (BBC, 30/6/2026)].

10- Il apparaît ainsi clairement que l'influence politique en Irak est une influence purement américaine. L'Amérique a rejeté la candidature de Nouri al-Maliki, présentée par le Cadre de coordination — décrit comme loyal à l'Iran — et lui a imposé celle d'Ali al-Zaïdi. Le Cadre de coordination s'est exécuté. Elle a ensuite ordonné à al-Zaïdi d'écarter ces groupes et de les désarmer, alors même que quelques jours seulement s'étaient écoulés depuis sa nomination. Il s'y employa effectivement, puis lança une campagne anticorruption. Cette campagne anticorruption est donc une épée suspendue au-dessus des loyalistes de l'Iran en Irak, quand bien même elle atteindrait d'autres responsables — car il est malaisé de trouver en Irak un responsable exempt de corruption. Tout se passe comme si le gouvernement d'al-Zaïdi, et derrière lui l'Amérique, menaçait les factions armées, les groupes loyaux à l'Iran et les responsables de la nécessité d'exécuter promptement les ordres de l'État, faute de quoi les dossiers de corruption les attendent — et ce sont là de gros dossiers. Sans cette mise en relation, la campagne anticorruption demeure incompréhensible au sein d'un système politique que l'Amérique a bâti corrompu sous tous ses aspects.

11- Quant à ce que d'aucuns imaginent — que l'Irak s'efforcerait d'équilibrer les influences américaine et iranienne, en s'appuyant sur la visite d'Ali al-Zaïdi à la Maison-Blanche le 13/7/2026, où il fut chaleureusement reçu par le président Trump, suivie de sa visite à Téhéran le 23/7/2026 —, ainsi que sur ceci : [Selon un rapport publié par Axios, al-Zaïdi a tenu à maintenir sa visite officielle aux États-Unis en dépit des tentatives iraniennes de l'annuler, avant de rencontrer le président Donald Trump à la Maison-Blanche. Le rapport relevait également que le Premier ministre irakien avait assisté quelques jours plus tôt aux funérailles du Guide suprême iranien Ali Khamenei avant de se rendre à Washington, dans une scène reflétant l'équilibre que Bagdad tente de maintenir dans ses relations avec Téhéran comme avec Washington. (Al-Arabiya, 16/7/2026)] — ce numéro d'équilibriste est fort éloigné de la réalité. Rien ne démontre plus clairement la réalité de l'influence américaine en Irak que la présence militaire américaine depuis 2003. Nombre de responsables évoquent le retrait des forces américaines, pour découvrir plus tard qu'elles sont toujours là et en mesure de frapper jusqu'aux factions irakiennes, comme elles l'ont fait à l'aide d'hélicoptères. Durant la guerre contre l'Iran, cela indique la proximité des aérodromes d'où partaient les attaques, de même que la facilitation par l'Amérique de l'établissement de bases militaires temporaires par l'entité juive en Irak pour lancer des attaques contre l'Iran. En outre, les revenus pétroliers irakiens sont déposés par les divers pays importateurs sur un compte spécial auprès du Trésor américain. L'Amérique finance ensuite le gouvernement irakien à hauteur de sa docilité à la politique des États-Unis. Aujourd'hui, les États-Unis exigent du gouvernement irakien qu'il réagisse promptement en extirpant l'influence iranienne du gouvernement et en démettant les responsables entretenant des liens avec l'Iran, fussent-ils réputés agents loyaux de l'Amérique, tel Nouri al-Maliki. Les États-Unis ont également fait pression sur le Cadre de coordination, décrit comme loyal à l'Iran, pour qu'il désigne al-Zaïdi, avant d'inciter ce dernier à se retourner contre eux (les factions du Cadre). Ce que les États-Unis réclament aujourd'hui avec insistance du gouvernement d'al-Zaïdi, c'est le désarmement des factions armées liées aux Gardiens de la Révolution qui mènent des opérations contre l'Amérique. Le gouvernement irakien a fixé au 30/9/2026 l'échéance pour la remise de leurs armes par ces factions. Cela signifie que le gouvernement emploiera ses forces de sécurité pour attaquer des Irakiens conformément à des instructions émises depuis Washington ! Trump se targue de son emprise et de sa mainmise sur l'Irak, prétendant que le gouvernement suffit à protéger les intérêts de son pays. [Trump a déclaré lors de sa rencontre avec al-Zaïdi dans le Bureau ovale : « Nous ne pensons plus avoir besoin de l'armée là-bas », ajoutant : « Les compagnies pétrolières s'y rendent toutes désormais, elles concluent des partenariats avec l'Irak, et elles s'entendent très bien. » (AP News, Independent Arabia, 15/7/2026)]. Ainsi l'Amérique se sert-elle de ses agents pour faire avancer ses intérêts!

12- En conclusion, il est véritablement douloureux de constater que l'Irak, jadis centre du Califat (Khilafah), dont le Calife dit à l'empereur romain : « La réponse est ce que tu verras, non ce que tu entendras », avant de mobiliser les armées des musulmans et de lui infliger une leçon qui le ramena à la raison — que ce pays soit aujourd'hui administré par l'Amérique, non seulement sur le plan politique, mais aussi parce que l'Amérique détient l'argent de l'Irak. Le gouvernement irakien ne peut verser les salaires de ses fonctionnaires que si l'Amérique consent à débloquer une partie de ses fonds ! En vérité, voilà un grand péché et un crime grave. Allah (Exalté soit-Il) a dit vrai au

sujet de ces régimes: ﴿سَيُصِيبُ الَّذِينَ أَجْرَمُوا صَغَارٌ عِنْدَ اللَّهِ وَعَذَابٌ شَدِيدٌ بِمَا كَانُوا يَمْكُرُونَ﴾ **“Ceux qui ont commis les crimes seront bientôt frappés d'un avilissement auprès d'Allah et d'un châtimement sévère pour les ruses qu'ils tramaient”** [Al-An'am: 124].

La Oumma ne sera sauvée de cette humiliation que si elle rétablit son Khilafah Rashidah (Califat Bien Guidé) en apportant son soutien au Hizb ut-Tahrir, ce pionnier qui ne ment pas à son peuple. Ce n'est qu'alors que la promesse d'Allah s'accomplira. ﴿وَعَدَ اللَّهُ الَّذِينَ آمَنُوا مِنْكُمْ وَعَمِلُوا الصَّالِحَاتِ لَيَسْتَخْلِفَنَّهُمْ فِي الْأَرْضِ...﴾ **“Allah a promis à ceux d'entre vous qui ont cru et accompli les bonnes œuvres qu'Il ferait d'eux, très certainement, des successeurs sur la terre”** [An-Nur: 55]. Alors s'accomplira la bonne nouvelle annoncée par le Messager d'Allah (paix et bénédictions sur lui), au terme de ce règne oppressif sous lequel nous vivons. Hudhayfa a rapporté que le Messager d'Allah (paix et bénédictions sur lui) a dit: **«... ثُمَّ تَكُونُ مُلْكًا جَبْرِيَّةً فَتَكُونُ مَا شَاءَ اللَّهُ أَنْ تَكُونَ ثُمَّ يَرْفَعُهَا إِذَا شَاءَ أَنْ يَرْفَعَهَا ثُمَّ تَكُونُ...»** **«... Puis viendra un règne de contrainte (ملكا جبرية), qui durera aussi longtemps qu'Allah voudra qu'il dure ; puis Il l'abolira lorsqu'Il voudra l'abolir ; puis viendra un Califat selon la méthode prophétique.»** Puis il (paix et bénédictions sur lui) se tut.” Alors se réalisera la victoire d'Allah.

﴿وَيَوْمَئِذٍ يَفْرَحُ الْمُؤْمِنُونَ * بِنَصْرِ اللَّهِ يَنْصُرُ مَنْ يَشَاءُ وَهُوَ الْعَزِيزُ الرَّحِيمُ﴾

“Et ce jour-là, les croyants se réjouiront * du secours d'Allah. Il secourt qui Il veut, et Il est le Tout-Puissant, le Très Miséricordieux” [Ar-Rum: 4-5]

22 Safar 1448 AH

5 Août 2026 EC